

**Consultation publique de l'ARCEP sur le document :**

**Orientations de l'ARCEP suite à la première phase des travaux  
d'expérimentation et d'évaluation relatifs à la mutualisation des  
réseaux en fibre optique**

**Contribution de la Communauté d'agglomération  
de Saint-Quentin-en-Yvelines**

7 mai 2009

## Préambule

---

Saint-Quentin-en-Yvelines est l'un des principaux pôles de développement d'Île de France, et un exemple de synergie territoriale combinant activités économiques innovantes et cadre de vie équilibré pour ses habitants.

Devant les besoins prévisibles de ses entreprises et habitants en connectivité, la Communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines s'est engagée dans une démarche d'aménagement numérique de la totalité de son territoire, afin de donner accès au Très Haut Débit à chacun de ses habitants et de ses entreprises.

La Fibre Optique jusqu'au logement ou local professionnel (« FTTH ») apparaît comme le support le plus adapté à cette ambition, combinant puissance évolutive des débits, pérennité des infrastructures et limitation des impacts environnementaux et sanitaires. Elle permet de développer une offre concurrentielle de services de communications électroniques, ouvrant un vrai choix pour les utilisateurs finaux, dans des conditions égales quelque soit la localisation sur le territoire.

La Communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines se félicite du rôle moteur de l'Arcep pour réguler le déploiement du Très Haut Débit en France, permettant de préciser peu à peu et de manière pragmatique le cadre de ces nouveaux réseaux. Elle souhaite donc participer activement à la démarche de dialogue incluant désormais les Collectivités territoriales, directement ou dans le cadre de l'Avicca, considérant que son projet respecte d'ores et déjà l'esprit des principes esquissés de mutualisation.

## Question 1 :

*L'Autorité invite les acteurs à définir le périmètre correspondant selon eux aux zones très denses, a priori sous la forme d'une liste de villes, ou sur la base de tout autre critère qui leur semblerait pertinent.*

Sur la base des indications de définition proposées par l'Arcep, en combinant les critères de densité de population élevée, d'un urbanisme très concentré et de la possibilité d'un déploiement d'infrastructures de transport par la totalité des opérateurs, la Communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines considère que son territoire n'entre pas dans la catégorie de « zone très dense ».

A Saint-Quentin-en-Yvelines en effet, la Communauté d'agglomération apparaît comme le seul échelon administrativement pertinent dans le déploiement du Très Haut Débit. Du fait de son intégration poussée liée à des raisons historiques (Ville Nouvelle), elle est compétente pour l'aménagement du territoire, le développement économique, la gestion du domaine public et les réseaux de communications électroniques. La Communauté d'agglomération représente donc l'échelon institutionnel de proximité sur lequel s'appuyer pour garantir un déploiement cohérent de la fibre optique.

Or, une Communauté d'agglomération comme celle de Saint-Quentin-en-Yvelines doit tenir compte d'une réalité combinant et imbriquant, au sein des communes et/ou des quartiers, des zones urbanisées verticales d'une densité variable, des zones pavillonnaires étendues, des zones d'activités insérées ou non dans le tissu urbain mais aussi une part importante de zones rurales ...

S'il peut être éventuellement possible de définir différents schémas techniques selon les zones, ceci ne doit pas induire de différence entre logements, notamment en termes de couverture, de débits et de variété des offres de services, ce qui serait totalement incompatible avec le projet de solidarité porté par tous les élus de l'agglomération.

C'est pourquoi la Communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines a choisi le déploiement d'une infrastructure neutre sur la totalité du territoire.

## Question 2 :

*L'Autorité invite les acteurs à commenter la démarche de l'Autorité en dehors des zones très denses ainsi que les modalités d'implication des collectivités territoriales dans la mise en œuvre de la mutualisation.*

Au vu de l'importance du chantier engagé et de la complexité des objectifs d'aménagement de zones très différemment urbanisées, intégrer dans le processus de réflexion et de coordination l'ensemble des acteurs et notamment les Collectivités Territoriales apparaît primordial pour mettre au point les procédures de demain. Ces dernières devront permettre de mener à bien les politiques d'aménagement numérique, dans le respect de la diversité des territoires, des réalités locales et de la volonté d'implication des acteurs, notamment au travers des réseaux d'initiative publique.

Les modalités de déploiement, au travers de lignes directrices, devront être progressivement dégagées dans le cadre de ce dialogue, en gardant à l'esprit que la densité « brute » ne doit pas être le seul critère des modèles. L'échelon territorial pertinent est susceptible de changer selon le territoire, sachant qu'il devra avoir une connaissance très fine de son périmètre, tant dans ses dimensions topographiques qu'humaines, économiques et sociales.

C'est en s'appuyant sur cette connaissance locale que pourront être développés des modèles viables de déploiement du FTTH, en s'appuyant sur des « schémas d'aménagement numérique », plus ou moins formalisés mettant en œuvre les investissements privés et/ou publics.

Néanmoins, il apparaît également nécessaire de préciser que les Collectivités territoriales, qui seront souvent des donneurs d'ordre et d'importants financeurs, doivent pouvoir aussi être impliquées d'une manière ou d'une autre dans la consultation sur le volet technique afin que soient prises en considération les contraintes spécifiques de leurs territoires.

Ainsi les Collectivités territoriales, qui seront bientôt en capacité de mieux appréhender le taux d'occupation des réseaux, doivent pouvoir intervenir sur les choix techniques, et notamment le positionnement du point de mutualisation, en fonction de l'éventuelle saturation constatée de portions de fourreaux permettant le raccordement horizontal devant les bâtiments, afin de permettre un accès effectif des opérateurs que la seule concurrence par les infrastructures ne permet pas d'évidence.

La Communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines considère donc que seule une connaissance avancée du volet technique peut permettre à la Collectivité d'intervenir à bon escient.

### Question 3 :

*L'Autorité invite les acteurs à commenter ces orientations, ainsi que le document « mode opératoire » issu de la première phase des travaux et décrivant un processus possible pour l'exercice de l'option de pose de fibre surnuméraire.*

Concernant le processus de pose de fibre surnuméraire décrit pour les zones très denses, la Communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines estime qu'il est difficile de l'appliquer systématiquement aux zones moins denses.

Chaque territoire doit être apprécié selon la situation technique locale, l'engagement des acteurs publics et l'appétence des opérateurs privés.

Sur son territoire, la Communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines souhaite mettre en œuvre une solution qui satisfasse non seulement le grand public mais aussi les professionnels et les TPE installés dans le tissu urbain, grâce à la diffusion d'offres de services des opérateurs de services nationaux et locaux, généralistes et spécialisés.

Le processus de gestion des fibres dans les immeubles qui sera retenu, devra permettre d'atteindre cet objectif dans des conditions opérationnelles acceptables par tous.

### Question 4 :

*L'Autorité invite les acteurs à se prononcer sur les réponses suivantes apportées à la question posée par le législateur :*

- *en zones denses, le point de mutualisation peut se situer dans la propriété privée dans le cas d'immeubles raccordés à des égouts visitables ou comportant un nombre minimal de logements, avec un seuil possible de 12 ou de 24 logements.*
- *En dehors de ces zones très denses, le point de mutualisation se situe en principe hors de la propriété privée, sauf dans les cas qui pourraient éventuellement être fixés ultérieurement par l'Autorité.*

La Communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines avait compris à la lecture de la « Loi de modernisation de l'économie » que le point de mutualisation devait par principe être situé hors des propriétés privées.

Eu égard à certaines particularités du bâti (ex. verticaux très denses) constatées sur les territoires, la Communauté d'agglomération considère néanmoins nécessaire de prévoir certaines exceptions à ce principe, sans nécessairement lier la mise en œuvre de l'exception à la seule appartenance à une « zone très dense » ou non, et tenant compte notamment de la saturation des fourreaux situés dans la partie finale horizontale avant le bâtiment.

## Question 5 :

*L'Autorité invite les acteurs à commenter le mécanisme proposé au regard des enjeux commerciaux et opérationnels qu'ils identifient dans la fourniture de services à très haut débit et la gestion du réseau interne de l'immeuble.*

La cohérence des démarches et la recherche d'une optimisation des interventions doivent guider le mécanisme de gestion des raccordements.

A Saint-Quentin-en-Yvelines, dans le cadre de la mise en œuvre d'une stratégie d'aménagement numérique harmonisée fondée sur une infrastructure neutre, il n'apparaît pas, a priori, judicieux que l'opérateur d'immeuble laisse l'opérateur commercial réaliser (ou faire réaliser) un nouveau fibrage ou une intervention dans les habitations.

L'opérateur d'immeuble, dans le cadre d'une infrastructure neutre déployée sur une zone, ne peut être un simple guichet de réception de demandes, aux responsabilités amoindries vis à vis des occupants des locaux fibrés.

En revanche, l'opérateur commercial a bien sûr toute sa place et sa légitimité, hors opérations techniques de raccordement, dans la relation à tisser avec les clients.

## Question 6 :

*L'Autorité invite les acteurs à commenter les principes tarifaires proposés et à indiquer s'ils estiment nécessaire de moduler le cas échéant ses modalités d'application en fonction des territoires.*

La démarche de la Communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines est, sur son territoire, de garantir impérativement un accès à des offres dans les mêmes conditions techniques et tarifaires quelque soit la localisation des utilisateurs sur son territoire.

(fin du document)